
[Comment les COP et les marchés du carbone attisent les incendies en Amazonie](#)

Un an avant la 30e Conférence des Parties (COP30) des Nations Unies sur le changement climatique à Belém, dans l'État brésilien du Pará – la première à avoir lieu dans une région de forêts tropicales – l'Amazonie est confrontée à de graves crises. En 2024, le Brésil est en tête du classement des feux de forêt en Amérique latine. Au 17 novembre, 256 445 foyers avaient été détectés au Brésil, suivies de 89 400 en Bolivie et de 40 994 au Venezuela. Au Brésil, l'un des États les plus touchés est le Pará, dont la capitale est Belém. En novembre, 48 842 foyers ont été détectés dans l'État en 2024, en deuxième position derrière l'État du Mato Grosso (49 969)(1).

Nombreux sont les territoires du Pará touchés par l'incendie. À environ 70 km de Belém, par exemple, se trouve la terre autochtone Anambé, qui en moins d'un mois a vu plus de la moitié de sa superficie détruite par un incendie. La communauté Anambé a dû camper en bordure de son territoire, en supportant des pénuries de nourriture et d'eau (2). Non loin de là, dans la région de Vale do Acará, des quilombolas de l'association AMARQUALTA et des populations autochtones Tembé ont également appelé à l'aide.

Au moins trois facteurs expliquent cette tragédie qui a dévasté tant de territoires.

Un facteur a récemment été révélé par la coalition brésilienne Agro é Fogo lorsqu'elle a dénoncé le fait que **plus de 70% du budget de la principale structure du gouvernement fédéral pour lutter contre les incendies n'avait pas été alloué ou exécuté.** (3) Ceci est cohérent avec les appels et les dénonciations des populations affectées par l'absence de l'État - gouvernement fédéral et gouvernements des États - dans la lutte contre les incendies, qui met en danger la vie de nombreuses personnes affectées. Ces dernières se retrouvent sans autre choix que de contenir les incendies par leurs propres moyens.

Le deuxième facteur et le plus important, lié aux incendies de forêt, a été révélé dans une analyse approfondie de la coalition Agro é Fogo, qui résulte d'études universitaires liées à l'expérience vécue par les communautés qui dépendent de la forêt et d'autres biomes, tels que le Cerrado et le Pantanal. L'étude montre qu'il ne s'agit pas d'une fatalité regrettable ou d'un problème environnemental et climatique, mais que « **les incendies de forêt et la déforestation sont des instruments de consolidation de l'accaparement des terres qui accompagne l'expansion de la frontière agricole capitaliste sur les territoires des peuples autochtones et des communautés traditionnelles** ». (4) C'est avant tout l'une des conséquences de l'expansion de l'agrobusiness, principal soutien de l'ancien président Jair Bolsonaro et fortement représentée au parlement brésilien et dans le gouvernement actuel.

Le troisième facteur est la priorité accordée par **les autorités au marché du carbone, annoncé comme le principal moyen de sauver l'Amazonie et fermement ancré dans un agenda international.** En septembre, par exemple, le gouverneur du Pará a signé à New York un accord portant sur la vente de crédits carbone d'une valeur de 180 millions USD dans le cadre du programme de carbone forestier de l'État. Il a été sévèrement critiqué par 38 peuples et

communautés traditionnelles et organisations partenaires dans une lettre dénonçant l'absence de la « large participation » qui, selon lui, aurait eu lieu (5). Le gouverneur a également participé à la COP29, où il a pu célébrer l'approbation des règles pour le marché du carbone, la même semaine où le Sénat brésilien a adopté un projet de loi visant à réglementer le marché intérieur du carbone. (6)

REDD+ et COP : légitimation et intensification de l'utilisation du pétrole

Depuis leur introduction en 2007, les projets et programmes de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) ont montré que les promesses de sauver la forêt et d'atténuer le changement climatique sont un mensonge (7). Pour l'essentiel, l'objectif principal des crédits carbone a été de légitimer et d'intensifier l'utilisation du pétrole et d'autres combustibles fossiles, ce qui s'accompagne d'impacts sur les populations des sites d'extraction.

En d'autres termes, le débat sur le carbone dans les forêts porte essentiellement sur le pétrole. C'est pourquoi les COP sont de plus en plus devenues des réunions d'entreprises, auxquelles assistent principalement des représentants d'entreprises et des lobbyistes du secteur des énergies fossiles. À Bakou, à la COP29, il y avait 1 773 représentants de ce secteur, un chiffre qui devrait se répéter à la COP30. C'est plus que le nombre total de délégués envoyés par les dix pays les plus menacés par le changement climatique. (8)

En plus d'être fondamentale pour le marché du carbone, l'Amazonie est également dans la ligne de mire de l'industrie pétrolière. Selon l' Amazon Fossil-Free Monitor, plus d'un million de kilomètres carrés de la région appartiennent à des zones qui sont dans une phase d'exploration pétrolière(9). L'initiative montre également que 101 projets financés par le Fonds pour l'Amazonie, le plus grand programme REDD+ au Brésil, se trouvent dans des zones de blocs d'exploration pétrolière, dont 77 dans l'Amazonie légale, entraînant davantage de destructions. L'une des propositions qui a reçu le plus d'attention est celle du gouvernement brésilien d'explorer la « Marge équatoriale » par l'intermédiaire de la société Petrobras. Cette même société est devenue l'un des principaux bailleurs de fonds du Fonds pour l'Amazonie (10).

Mais l'industrie pétrolière n'est pas le seul secteur qui détruit la forêt et profite du marché du carbone. Il existe également d'autres initiatives qui se dissimulent derrière des termes séduisants. C'est le cas notamment de la « bioéconomie », conçue par le gouvernement du Pará et son partenaire TNC, une ONG américaine de conservation. Malgré la propagande de ces acteurs, les populations qui l'ont vécue dans la pratique ne remarquent aucune différence entre la bioéconomie et la « vieille économie » qui a dévasté l'Amazonie, persécutant et massacrant ses populations. Un exemple récent : le 5 novembre, des membres du peuple Turiwara-Tembê d'Alto Acará, à 150 km de Belém, ont été violemment expulsés par la police de leur territoire traditionnel, qu'ils avaient réoccupé. La police agissait sur ordre d'un juge de l'État du Pará qui s'est rangé du côté d'Agropalma, une société d'huile de palme et de « bioéconomie », qui a affirmé que les peuples autochtones avaient « envahi » ses terres (11). Depuis 2021, en partenariat avec la société Biofílica, Agropalma a imposé un projet REDD+ sur le territoire traditionnel des Turiwara-Tembê et la forêt qui y subsiste. Ce projet considère le peuple Turiwara-Tembê – et non pas Agropalma - comme la cause de la déforestation, faisant porter aux populations autochtones la responsabilité d'un problème dont ils ne sont pas responsables. Dans sa politique macabre de « conservation » et d'oppression, Agropalma s'est appuyée sur d'autres ONG « partenaires », telles que Conservation International USA et la Earthworm Foundation. (12)

Une autre bataille est livrée par le peuple Ka'apor, à 350 km de Belém, qui cherche à défendre son

territoire et la forêt contre l'invasion de Wildlife Works, la plus grande société privée de projet REDD au monde. Cette société a commencé à mettre en œuvre un projet REDD avec l'accord d'une seule association qui ne représente pas l'ensemble du peuple et du territoire Ka'apor. C'est pourquoi, le 30 octobre, par l'intermédiaire de leur organisation politique représentative Tuxa Ta Pame, les Ka'apor ont intenté une action en justice contre Wildlife Works, dénonçant une série d'illégalités et d'abus perpétrés par cette société parmi les Ka'apor, et demandant son retrait immédiat du territoire. (13)

Considérations finales

Alors que les programmes carbone sèment la confusion, la division, la violence et la persécution parmi les communautés dépendantes des forêts, ils n'empêchent pas l'avancement de l'agrobusiness qui profite directement et indirectement aux entreprises qui contrôlent ce secteur, dont la plupart sont internationales. Walmart, par exemple, a lancé dans le Mato Grosso, un État dévasté par l'avancée de l'agrobusiness, une nouvelle initiative, basée sur des crédits carbone. Elle fournit des incitations à la régénération et à l'entretien des forêts, ce qui, en théorie, devrait déjà être une obligation du secteur. (14)

Ainsi, en détournant l'attention des causes réelles de la déforestation et de la réalité que vivent les communautés en Amazonie, le marché du carbone forestier – et aussi les COP, en le validant - finit par être une cause indirecte de la déforestation. Si l'on ajoute à cela l'intérêt de l'agrobusiness pour une expansion en Amazonie et le manque de ressources de l'État pour lutter contre les incendies, le résultat est évident : davantage d'incendies et de destructions des forêts.

- (1) Données [issues de Terrabrasilis](#)
- (2) <https://www.mpf.mp.br/pa/sala-de-imprensa/noticias-pa/fogo-destroi-mais-da-metade-da-terra-indigena-anambe-pa-e-mpf-questiona-orgaos-sobre-medidas-adotadas>
- (3) <https://agroefogo.org.br/blog/2024/10/09/nota-publica-queimadas-nos-territorios/>
- (4) <https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/agro-e-fogo-grilagens-desmatamento-e-incendios-na-amazonia-cerrado-e-pantanal>
- (5) <https://terradedireitos.org.br/noticias/noticias/povos-tradicionais-cobram-consulta-previa-sobre-contrato-bilionario-de-creditos-de-carbono-no-para/24072>
- (6) <https://agenciagov.ebc.com.br/noticias/202411/cop29-comeca-no-azerbaijao-com-acordo-sobre-mercado-de-carbono-global>
- (7) <https://www.wrm.org.uy/pt/publicacoes/15-anos-de-REDD>
- (8) <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/fossil-fuel-lobbyists-eclipse-delegations-most-climate-vulnerable-nations-cop29-climate-talks/>
- (9) <https://monitor.en.amazonialivredepetroleo.org/>
- (10) <https://agencia.petrobras.com.br/w/sustentabilidade/petrobras-e-bndes-fazem-nova-parceria-para-restauracao-ecologica-na-amazonia>
- (11) https://g1.globo.com/pa/para/noticia/2024/11/05/pms-e-indigenas-entram-em-conflict-em-acao-de-retirada-de-comunidade-de-fazenda-controlada-por-empresa-de-oleo-de-palma-no-para.ghtml?utm_source=whatsapp&utm_medium=share-bar-mobile&utm_campaign=matériaux
- (12) <http://novacartografiasocial.com.br/lancamento-do-dossie-indigenas-turiwara-tembe-no-alto-rio-acara-conflitos-eticos-e-territoriais/>
- (13) [Requête Ka'apor déposée auprès du Tribunal fédéral de l'État de Maranhão](#)
- (14) <https://www.qcintel.com/carbon/article/brazilian-state-partners-with-walmart-ngo-to-advance-jredd-31586.html>

